

INTERVENTION CGT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INRA

DU 23 octobre 2012

AVIS SUR LE PROJET BIOMASSE POUR L'ENERGIE ET LA CHIMIE ; PLACE DU DEMONSTRATEUR PREINDUSTRIEL EN BIOTECHNOLOGIE « TOULOUSE WHITE BIOTECHNOLOGY » (TWB) DANS UNE STRATEGIE GLOBALE

Ce projet illustre bien la contradiction que génère la collaboration entre la recherche publique, en l'occurrence l'INRA, orientée vers l'intérêt public, et les entreprises privées dont le seul intérêt est la quête du taux de profit maximum dans le seul intérêt d'une minorité, les actionnaires, au détriment de l'intérêt public.

A titre d'exemple, nous pouvons examiner rapidement le comportement en matière sociale de quelques unes des sociétés (ou groupes) participant à ce projet :

- **ADISSEO** : anciennement RHONE POULENC et AVENTIS, qui fabrique de la vitamine A. Pour cela, cette société utilise depuis 1990 un produit cancérigène chloracétol C5 qui, d'après Anne THIEAUT-MONY ? Directrice de recherche à l'INSERME, serait à l'origine de certains cancers. On recenserait 56 cancers, depuis 2003, parmi les salariés dont 11 mortels. Condamnée en 2007 et informée, cette entreprise refuserait, pour des raisons de coûts financiers, de modifier le processus de fabrication en vue de protéger la santé des salariés (voir MEDIAPART sur internet).
- **MICHELIN** : dont on connaît la réputation de « patron de combat », anti social, délocalisant ses productions à l'étranger. D'après la CGT du site, des soupçons de fraude à la déclaration des accidents de travail pèseraient sur la direction qui exerce des pressions à l'encontre des victimes pour éviter de payer des cotisations relatives aux accidents de travail. Le Parquet de Clermont Ferrand aurait ouvert une enquête préliminaire.
- **L'OREAL** ayant supprimé 1600 emplois en France est encore un fameux modèle social et patriotique. La réputation de ses dirigeants, particulièrement les accusations de financement de la campagne électorale présidentielle de SARKOZY en 2007, illustre l'éthique de ce groupe et démontre que pour l'Oréal : les salariés ne valent rien !
- **TOTAL** : avec un désengagement des investissements dans notre pays et plus globalement en Europe, à hauteur de 20 % sur les 5 prochaines années, d'après la CGT du groupe, pour les réorienter vers le Moyen Orient et l'Asie, démontre ainsi son intérêt pour le développement économique de notre pays. A cela s'ajoute sa politique des prix élevés de l'essence ponctionnant le pouvoir d'achat des salariés français pour engraisser les actionnaires, sans oublier ce qui s'est passé, il y a

quelques années, lors du naufrage d'un certain navire nommé « ERIKA »...C'est là un autre modèle « éthique » !

- PROTEUS (PCAS) : qui s'est engagé dans un processus de restructuration avec évidemment des conséquences pour l'emploi.

Qui dit déficience en matière sociale agit contre l'intérêt général de la population de notre pays.

Que les responsables de l'INRA aient négocié avec de telles entreprises et de tels groupes est proprement scandaleux et entache l'image de marque de l'INRA !

Il n'est pas possible que 37 millions de fonds publics soient consacrés à ce projet auquel ces sociétés sont associées !

Une dernière question, nous souhaitons connaître la provenance des 17 millions de financement par des organismes.

Pour la CGT, ce projet doit être abandonné sans délai !

INTERVENTION CGT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INRA

DU 23 octobre 2012

AVIS SUR LA CONTRIBUTION DE L'INRA AUX ASSISES DE L'ESR

Je souhaite simplement souligner l'ambiguïté de l'utilisation de l'expression « sécurité alimentaire » qui est à la mode actuellement pour éviter de parler « d'autosuffisance et d'indépendance alimentaire ».

Si « sécurité » signifie « qualité », on ne peut que partager sauf que les consommateurs doivent avoir les moyens d'acquérir ces produits. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui pour deux milliards cinq cent millions de personnes sur la planète qui vivent avec moins de deux dollars par jour. En France, il y a plus de 8 millions de pauvres en dessous du seuil de pauvreté dont nombreux sont ceux qui fréquentent les soupes populaires, les distributions de nourriture et autres « épiceries sociales » organisées par les ONG comme le Secours Populaire Français. Dans l'Union Européenne, ils sont plus de 80 millions dans cette situation et environ 50 millions aux Etats Unis. De quelle « sécurité alimentaire » est-il question pour eux ?

Il s'agit d'une question politique de fonds concernant le développement, la souveraineté et l'indépendance alimentaires. L'utilisation de ces termes serait plus judicieuse. Le problème n'est pas d'ordre scientifique ou technique mais politique. L'agriculture est capable de nourrir l'humanité actuelle et elle le sera encore en 2050 même si on estime que la planète comptera environ 9 milliards de personnes. Ces dernières décennies, la production agricole et alimentaire mondiale a augmenté plus vite que la population. Ces 50 dernières années cette production agricole a été multipliée par 2,6 tandis que la population mondiale a été multipliée par 2,4.

La crise alimentaire, les révoltes de la faim de 2007 et 2008, résultent de l'impossibilité pour les « affamés » de pouvoir se payer leur nourriture. Les causes profondes sont le niveau historiquement bas des stocks mondiaux, la ruée mercantile sur le développement des agros carburants et la spéculation financière. Tant que ce système économique inhumain existe, la faim et la sous alimentation sur notre planète subsistera.